

Signature du contrat de plan en présence de Lionel Jospin, Premier ministre

Lundi 15 mai, Hôtel de Région

Monsieur le Premier ministre,
Madame la ministre, messieurs les ministres,
Monsieur le préfet de Région,
Mesdames et messieurs les parlementaires
Monsieur le président de la région Tétouan-Tanger,
Messieurs les présidents des conseils généraux,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames, messieurs,

Au nom de tous les Provençaux et en mon nom, je tiens à vous dire, Monsieur le Premier ministre, toute notre gratitude pour votre présence aujourd'hui, à cette cérémonie de signature du IVe contrat de plan entre l'Etat et la Région pour 7 ans de 2000-2006.

C'est la première fois depuis Pierre Mauroy en 1982 que le Conseil régional accueille le Chef du Gouvernement de la République. Notre peuple de Provence Alpes Côte d'Azur est sensible à l'honneur que vous nous faites. Il vous est et vous restera reconnaissant de l'attention particulière que vous nous témoignez.

Notre région est belle, pédagogie de la beauté, elle est riche d'histoire et de culture, mais elle souffre plus que d'autres du chômage, de l'exclusion, de la déstructuration urbaine. Je vous en ai souvent parlé, Monsieur le Premier ministre, non sans insistance. Nous ne manquons pas de dynamisme. Pour les industries de pointe par exemple, vous avez pu le constater ce matin à Rousset. Nous sommes candidats, je vous l'ai dit aussi pour accueillir le synchrotron.

Vous avez reconnu la légitimité de nos préoccupations en choisissant de réunir à Arles, le 23 juillet dernier, le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire.

Votre gouvernement, et vous y avez tenu vous-même, nous a rendu justice, car cette région avait été négligée et quelquefois méprisée précédemment. Nous avons la chance, il est vrai d'avoir auprès de vous, avec notre collègue Elisabeth Guigou, un avocat ardent et efficace qui veille sur les intérêts de la Région. Je tiens à la remercier très chaleureusement d'être ainsi notre gracieuse et vigilante protectrice.

Votre écoute Monsieur le Premier ministre, est celle d'un chef de gouvernement soucieux de solidarité nationale, de justice sociale.

Notre région de son côté a su se faire entendre d'autant mieux qu'elle s'est mobilisée toute entière autour de son projet. J'ai voulu et je me suis battu de toutes mes forces pour que ce contrat de plan soit l'affaire de tous, toutes tendances confondues, qui devons respecter les idéaux de la République. Je remercie nos collègues de la gauche plurielle pour leur travail, leur unité et leur esprit de dialogue. Je remercie aussi l'opposition et particulièrement Christian ESTROSI pour le soutien franc, déterminé et responsable du groupe RPR au contrat qui a été voté par une large majorité de l'assemblée régionale donnant de notre région et de ses élus l'image qu'en attendent nos concitoyens.

Votre présence aujourd'hui, Monsieur le Premier ministre, augure bien de la mise en oeuvre demain de ce contrat de plan et des nouvelles relations avec l'Etat et la Région que je préside entend les développer, pour jouer tout son rôle, pour elle-même mais aussi pour la France. Je suis confiant, à la mesure de la confiance totale que je vous porte Monsieur le Premier ministre et à la mesure de la qualité du dialogue que nous avons eu ici avec les services de l'Etat, et d'abord avec les préfets de Région successifs, M. Proust d'abord puis M. Ollivier, maintenant, tous deux très respectueux des prérogatives et des attentes du peuple de cette région. De même que leur élaboration a donné lieu à une large concertation, les programmes du contrat de plan seront réalisés, c'est un point capital et j'y

veillerai jalousement, en associant les élus de la majorité comme de l'opposition républicaine, les acteurs sociaux, avec tous les citoyens de notre région.

*

C'est donc bien le début d'un grand chantier. Il s'agit rien de moins ici que de construire une région. Notre région doit encore mieux prendre conscience d'elle-même et de son identité. Mondialisation-liberté et nos sociétés entrent dans une nouvelle ère. Elles vont connaître de profondes transformations. En mettant l'accent, dans notre contrat de plan, sur le transport collectif (ferroviaire), plus respectueux de l'environnement et de la sécurité des personnes, sur le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la politique de la ville, sur la solidarité, sur le développement local à travers une politique territoriale très volontariste à laquelle vous nous invitez, et, surtout, sur l'emploi, un emploi durable, facteur de stabilité et de progrès de nos sociétés, nos priorités, les vôtres sont les nôtres, tout en visant à combler notre retard, tracent des perspectives à long terme.

Les régions existent dans notre pays depuis 1972. Elles restent à construire. C'est là un enjeu extrêmement important pour l'exercice des libertés, pour l'avenir de la démocratie, pour la pérennité de l'Etat, pour la cohésion de l'Europe, pour relever les défis de la mondialisation.

Dans l'architecture de ce vaste édifice, les régions constituent une pierre d'angle. Structures de proximité, espace vécu où le citoyen peut être acteur de son devenir, elles rapprochent le citoyen du politique, elles contribuent à lui redonner une maîtrise de son destin, à se le réapproprier.

Vous avez la volonté de moderniser nos institutions. La réforme de la décentralisation que vous avez engagée, notamment avec la commission présidée par Pierre Mauroy, nous invite à imaginer l'avenir dans cette direction. La modification du scrutin régional va, lui aussi, dans le sens d'un renforcement de l'identité des régions. Mais je tiens à insister, Monsieur le Premier ministre, sur la nécessité essentielle de faire face à l'avenir (mondialisation Europe, France, démocratie, liberté) et de donner aux régions les moyens de maîtriser leur propre fiscalité.

Les régions sont un espace d'intégration à l'Europe pour peu que l'Europe harmonise les structures sans uniformiser les pratiques de vie. Nous sommes à moins de deux mois de la présidence française de l'Union, qui se conclura d'ailleurs dans notre région, à Nice. Je sais combien vous avez personnellement conscience de ces enjeux.

Il est indispensable à la démocratie de donner l'initiative à la base aux citoyens sur les événements notamment à travers les territoires de "projet", à travers les relations intercommunales, les relations interrégionales, la coopération décentralisée.

Dans deux heures ici même, je signerai un accord de coopération avec le Président de la région de Tanger-Tétouan qui est parmi nous et que je salue. C'est le Premier ministre du Maroc, M. Youssoufi, qui me recevant l'an dernier à Rabat, m'a demandé de procéder à ce jumelage avec notre région sœur méditerranéenne du Maroc. Il faut montrer à chacun combien il est désormais pris en compte, respecté, écouté. Chacun doit être citoyen et placé s'il le souhaite au cœur des projets, des échanges, des circulations, du développement, au lieu d'être un objet livré aux puissances obscures du profit sans règle, et de la concurrence la plus féroce.

La région est le lieu aujourd'hui où l'on peut se situer par rapport au monde, dans le monde, où l'on peut être citoyen du monde, où l'on peut s'ancrer, dans un monde livré aux mobilités excessives, aux virtualités, aux nomadismes. La région, avec la Nation, sont les lieux des repères et des identifications, du vivre ensemble, de l'intégration, de l'accueil de l'autre ; c'est dans ces deux états que le temps existe dans son écoulement et sa durée, sa fragilité et sa permanence. Lieux où être soi-même, c'est-à-dire fraternel et ouvert à l'autre. Avant-hier, à Arles et dans les Alpilles 2 000 jeunes de tous les pays de la Méditerranée étaient rassemblés pour s'engager pour la paix et fêter l'espérance, dans une partie du monde, la Méditerranée, où subsistent de vives tensions et où notre région Provence Alpes Côte d'Azur a l'ambition d'être une force militante pour, à l'avant garde de la France, réduire le fossé entre les deux rives, pour réduire les inégalités, pour partager le développement et la croissance. Je sais, Monsieur le Premier ministre, combien vous êtes attaché à une politique méditerranéenne forte pour la France. Vous m'avez envoyé un message très fort en ce sens lorsque j'ai eu l'honneur de présider la conférence de parlementaires méditerranéens sur la sécurité et la coopération en Méditerranée qui s'est tenue ici à Marseille, du 30 mars au 3 avril, dans notre hémicycle de cet Hôtel de Région.

Vous avez soutenu avec force le choix de Marseille pour la réunion en novembre du prochain sommet euro-méditerranéen.

*

Telle est, Monsieur le Premier ministre, la volonté politique qui a inspiré et qui inspirera notre contrat de plan. Je vous remercie pour la contribution fortement accrue du gouvernement à l'effort considérable qu'a décidé par elle-même la région. C'est un choix courageux, volontaire et ambitieux que notre région a fait, mais c'est un investissement pour l'avenir. Parce que, Monsieur le Premier ministre, nous avons les mêmes priorités que vous-même pour cette région et pour notre pays. Nous avons confiance dans l'avenir de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous avons confiance dans l'avenir de la France. Nous avons confiance en vous.